



**PRÉFET  
DU PAS-DE-CALAIS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la coordination  
des politiques publiques  
et de l'appui territorial**

Bureau des installations classées, de l'utilité publique et de l'environnement  
Section installations classées pour la protection de l'environnement

**DCPPAT – BICUPE – SIC – TB – 2025 – I – 233**

Installations classées pour la protection de l'environnement

-----  
Commune de Boulogne-sur-Mer

-----  
Communauté d'Agglomération du Boulonnais

-----  
**Arrêté du**

**10 OCT. 2025**

portant mise en demeure

Le préfet du Pas-de-Calais  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2023 portant nomination de Christophe Marx en qualité de secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, sous-préfet d'Arras ;

Vu le décret du 9 avril 2025 portant nomination de Laurent Touvet, en qualité de préfet du Pas-de-Calais ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté n° 2004-161 du 5 juillet 2004 autorisant la Communauté d'agglomération du Boulonnais à exploiter un incinérateur (relevant du régime de l'autorisation) à boues de station d'épuration situé 86 boulevard de Chanzy à BOULOGNE-SUR-MER (62200) ;

Vu l'arrêté n° 2025-10-93 du 12 mai 2025 portant délégation de signature ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 20 mars 2025 suite à la visite du 5 mai 2025 ;

Vu la visite de l'inspection de l'environnement du 1<sup>er</sup> juillet 2025 ;

Vu le rapport de l'inspection de l'environnement du 16 juillet suite à la visite du 1<sup>er</sup> juillet 2025 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé le 18 juillet 2025 ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 20 mars 2025, l'inspection de l'environnement a constaté les faits suivants :
  - Les moyens de défense contre l'incendie ne permettent pas d'atteindre un débit d'extinction minimal de 60 m<sup>3</sup>/h durant 2 heures (dans un rayon de 150 mètres, par les voies carrossables, mais à plus de 30 mètres du risque à défendre),
  - Aucune procédure de mise en sécurité du site en cas de dysfonctionnement des moyens de défense contre l'incendie n'est formalisée,
  - Aucun système de détection d'incendie n'est constaté présent sur le site,
  - Les opérateurs de l'équipe dédiée à la station d'épuration ne reçoivent pas de formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention,
  - aucun document ne désigne formellement les deux personnes en charge de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention,
  - les consignes de sécurité affichées dans la salle de pilotage de la station d'épuration sont incomplètes ;
2. Lors de l'inspection du 1<sup>er</sup> juillet 2025, les non-conformités constatées le 20 mars 2025 demeurent ;
3. Face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la Communauté d'Agglomération du Boulonnais de respecter les prescriptions susmentionnées.

### Arrête

**Article 1<sup>er</sup> :** La Communauté d'agglomération du Boulonnais, dont le siège social est situé 1 boulevard du bassin Napoléon à BOULOGNE-SUR-MER (62200), exploitant un incinérateur à boues de station d'épuration au 86 boulevard Chanzy à BOULOGNE-SUR-MER (62200), est mise en demeure, pour cet établissement, de respecter les prescriptions suivantes dans les délais correspondants :

<b>Références réglementaire</b>	<b>Prescriptions</b>	<b>Délais*</b>
Arrêté du 5 juillet 2004 - art. 30.3	L'exploitant doit assurer la défense extérieure contre l'incendie de telle sorte que les sapeurs-pompiers puissent disposer, durant deux heures, d'un débit d'extinction minimal de 60 m <sup>3</sup> /heure, soit un volume total de 120 m <sup>3</sup> d'eau, dans un rayon de 150 mètres, par les voies carrossables, mais à plus de 30 mètres du risque à défendre.[...]	3 mois
Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 - art. 68	[...] En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.	15 jours
Arrêté ministériel du 4 octobre 2010 - art. 55	A.-L'exploitant met en place un réseau de détecteurs tel que prévu dans son étude de dangers. Il met en place des détecteurs dans les zones identifiées comme pouvant être à l'origine d'incendie ou d'explosion définies dans l'étude de dangers et pouvant conduire à un ou des phénomènes dangereux identifiés conduisant à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site ainsi que dans les locaux abritant des équipements concourant à la protection des installations (local de la pomperie incendie, local des alimentations de secours...).	3 mois
	Les détecteurs, leur positionnement et leur nombre sont adaptés aux risques identifiés.  L'exploitant tient à disposition les justificatifs de conception et dimensionnement du réseau de détecteurs. Il tient à jour, la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité, détermine	

	et met en œuvre les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps[...].	
<p>Arrêté ministériel du 4 octobre 2010</p> <p>art. 58</p>	<p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, l'application des consignes, la conduite à tenir en cas de sinistre et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.</p> <p>Des personnes désignées par l'exploitant, chargées de la mise en œuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou d'intervention, sont aptes à manœuvrer ces équipements et à faire face aux éventuelles situations dégradées. Ces personnes sont entraînées à la manœuvre de ces moyens.</p>	15 jours
<p>Arrêté ministériel du 4 octobre 2010</p> <p>art. 60</p>	<p>Sans préjudice des dispositions du Code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.[...]</p> <p>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</li> <li>- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li> <li>- les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li> <li>- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</li> <li>- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</li> <li>- l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de</li> </ul>	15 jours

	sinistre ;  - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.	
--	--	--

\* Ces délais courent à compter de la notification du présent arrêté

**Article 2 :** Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 3 :** Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Lille [5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62039, 59014 LILLE Cedex] dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification.

Le tribunal administratif de Lille peut être saisi par courrier ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

**Article 4 :** L'arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Pas-de-Calais.

**Article 5 :** Le secrétaire général de la préfecture du Pas-de-Calais, le sous-préfet de BOULOGNE-SUR-MER et le directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Hauts-de-France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BOULONNAIS, dont une copie sera transmise en mairie de BOULOGNE-SUR-MER.

À Arras

Pour le préfet,  
Le secrétaire général

  
Christophe Marx

Copie à :

- la COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DU BOULONNAIS
- la sous-préfecture de BOULOGNE-SUR-MER
- la mairie de BOULOGNE-SUR-MER
- la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement – UD de littoral

